



## Quelques chiffres :

PIB France 2014 :

2 143,2 Mds d'euros

Inflation (moyenne des  
12 derniers mois à fin février) :  
0,32 %

Dette publique  
(fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2014) :  
2 038 Mds d'€, 95,0 % du PIB

Balance commerciale (12 der-  
niers mois à fin février 2015) :  
-51,4 Mds d'€

Chômage au sens du BIT  
(4<sup>e</sup> trimestre 2014) : 10,4 %

Dépenses publiques 2014 :  
1 227 Mds d'€, 57,2 % du PIB

## \* Quelle définition des investissements directs à l'étranger ?

Les investissements directs comprennent, les opérations en capital dans les entreprises dont l'investisseur détient au moins 10 % des capitaux (y compris les investissements immobiliers) les bénéfices réinvestis, l'ensemble des prêts, avances, dépôts à court et long terme entre sociétés affiliées ; la France est l'un des rares pays à retraiter les prêts intra-groupe pour ne retenir qu'un flux net par groupe multinational par an, conformément à la recommandation du FMI et de l'OCDE ce qui rend inappropriées les comparaisons internationales.

## Investissements directs étrangers en France : un argument contre le « french bashing » ?

L'investissement direct étranger est l'un des éléments les plus dynamiques des transactions internationales. Il est généralement appréhendé sous un angle uniquement financier.

Mais, qu'en est-il des impacts sur l'économie réelle et tout particulièrement sur l'emploi ?

En France, l'agence publique « Business France » chargée de promouvoir les investissements internationaux et l'exportation, recense les projets d'investissement d'origine étrangère, les analyse et mesure leur contribution à l'économie française en termes de création d'emploi durable. Alors que le chômage est aujourd'hui le principal fléau de notre société, cette étude apporte un éclairage particulièrement utile et constitue un véritable outil d'aide à la décision.

Ainsi, en 2014, 1 014 décisions d'investissement ont été recensées parmi lesquelles 68 projets de reprises de sites par des investisseurs étrangers soit, après trois années de stabilité, une hausse de 8 % à périmètre constant<sup>1</sup>.

Ces investissements ont créé ou maintenu 26 535 emplois (contre 29 600 en 2013). Ils sont ciblés plus particulièrement dans les fonctions à forte valeur ajoutée à savoir, les activités de production qui concentrent 30 % des investissements et 44 % de l'emploi total ainsi que les fonctions de R&D, ingénierie et design qui représentent 9 % des investissements et 27 % des dépenses de R&D en France.

Les nouvelles décisions d'investissement des entreprises étrangères en France, progressent (16 décisions enregistrées en 2014 contre 5 en 2013, 12 en 2012).

Les pays de l'Union européenne restent les premiers investisseurs en France avec 61 % de l'ensemble des décisions d'investissement, suivis par l'Amérique du Nord (22 %) et l'Asie (12 %).

Enfin, toutes les régions de France ont accueilli de nouveaux investissements internationaux<sup>2</sup>.

Ces données contribuent à éclaircir le paysage économique et confirment l'attractivité du territoire français ce dont nous ne pouvons que nous réjouir !

<sup>1</sup> Business France comptabilise cette année les décisions d'investissement dès le premier emploi, au lieu de les prendre en compte à partir de 10 emplois. Selon les critères en vigueur jusqu'en 2013, le nombre de projets est passé de 685 en 2013 à 740 en 2014.

<sup>2</sup> Deux tiers sont localisés dans six régions Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Paca, Nord-Pas-de-Calais et Alsace.

## Une reprise encore poussive

### 1. Budget de l'État

Les premiers résultats des comptes des administrations publiques sont connus. Le déficit public 2014, à forte dominante étatique (- 74,7 Mds d'€) atteint près de 85 milliards d'euros, soit un déficit de 4,0 % du PIB, légèrement inférieur aux prévisions qui tablaient sur un déficit de 4,4 %. C'est la 5<sup>e</sup> année consécutive de réduction du déficit public depuis le pic de 2009.

Les dépenses publiques progressent de 20 milliards d'euros sur l'année, soit une hausse relativement maîtrisée de 1,6 % par rapport à l'année 2013, pour atteindre 57,2 % du PIB.

Enfin, malgré une légère baisse au 4<sup>e</sup> trimestre (- 0,2 point), le ratio dette publique au sens de Maastricht sur PIB continue sa progression constante depuis 2007 (95,0 % du PIB en 2014 contre 92,3 % du PIB en 2013).

### 2. Entreprises

#### • Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières

Après deux trimestres de baisse, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) se redresse au dernier trimestre 2014 pour atteindre son niveau de début d'année (29,9 %). Sur l'année 2014, il se replie toutefois de 0,1 %. Le taux d'investissement des SNF suit une trajectoire inverse avec un repli au 4<sup>e</sup> trimestre et une hausse de 0,1 point sur l'année 2014 (22,7 %).

#### • Indicateurs des affaires et de retournement conjoncturel

L'indicateur du climat des affaires progresse de deux points et atteint ainsi son niveau le plus haut depuis plus de trois ans (96). L'indice des secteurs du commerce de gros et de détail progresse de trois points tandis que l'indice du secteur des services est en hausse d'un point. Les perspectives du secteur du bâtiment restent incertaines avec un indice de climat des affaires

qui stagne (89) à un niveau loin de sa moyenne de long terme. L'indicateur de retournement conjoncturel reste en zone favorable.

### 3. Ménages

#### • Pouvoir d'achat et dépenses de consommation des ménages

Le pouvoir d'achat des ménages, mesuré par unité de consommation (afin de permettre la comparaison de ménages de tailles et de compositions différentes) recule de 0,3 % au 4<sup>e</sup> trimestre. Sur l'année 2014, il croît toutefois de 0,4 % (après - 0,6 % en 2013) à la faveur d'une inflation particulièrement faible.

Après une hausse de 0,7 % en janvier, les dépenses de consommation des ménages en biens sont quasi stables en février (+ 0,1 %). Les achats d'automobile (- 0,8 %) subissent le contre coup d'un mois de janvier particulièrement dynamique (+ 3,4 %). Les achats d'équipements du logement continuent leur progression (+ 0,5 % en février après + 1,0 % en janvier).

#### • Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

En mars 2015, la confiance des ménages progresse de nouveau (+ 1 point après la hausse de deux points au mois de février). L'indicateur de confiance des ménages atteint son plus haut niveau depuis novembre 2010. Les ménages sont ainsi assez confiants sur leur capacité à épargner (actuelle et future). De même, ils sont nettement moins nombreux à considérer que le chômage va augmenter.

### 4. Chômage

Après la baisse de janvier (- 0,5 %), le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) augmente de 0,4 % (+ 12 800). Sur un an, la hausse est de 4,6%. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, qui inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois, progresse de 0,6 % (+ 30 400 personnes).

#### Contacts :

Alain Giffard, secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie

✉ alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie : Anne Bernard, Francine Didier, Kevin Gaillardet et Justine Vincent

✉ kevin.gaillardet@cfecgc.fr